Enquêter sur la religion : curiosité malsaine ou nécessité scientifique ?

Par Sylvain Brouard et Vincent Tiberj

FABRIQUE DES IDEES. Les statistiques permettent d'en finir avec le fantasme d'une origine ethnique, ou d'une religion, supposée incompatible avec la laïcité. En s'informant à la source, on voit de la "diversité dans la diversité". 4 décembre 2007

La France est un drôle de pays : la constitution y proclame l'égalité des citoyens devant la loi sans distinction d'origine, de race ou de religion. La société en revanche distingue parfaitement selon l'origine supposée, la religion ou la couleur de peau et n'a pas attendu l'avènement de quelconque statistique.

62% des Français interrogés considèrent que les valeurs de l'Islam sont incompatibles avec celles de la République, 46% que l'immigration est la source principale de la délinquance et 30% des Français refusent de voter pour un candidat « de culture ou de religion musulmane ».

Eric Zemmour, journaliste, écrit : « dans les cours de récréation de nos écoles, les enfants se regroupent par clans ethniques qui s'ignorent ou se détestent : "Les rebeus, les reunois, les feujs, les noichs ou les caifrans". Et l'insulte suprême est : "Sale Français !". »

Hélène Carrère d'Encausse, académicienne, dit : « pourquoi les enfants africains sont dans la rue et pas à l'école ? Pourquoi leurs parents ne peuvent pas acheter un appartement ? C'est clair, pourquoi : beaucoup de ces Africains, je vous le dis, sont polygames. Dans un appartement, il y a trois ou quatre femmes et 25 enfants. Ils sont tellement bondés que ce ne sont plus des appartements, mais Dieu sait quoi ! ».

Robert Redeker, professeur, écrit : « Haine et violence habitent le livre dans lequel tout musulman est éduqué, le Coran. Comme aux temps de la guerre froide, violence et intimidation sont les voies utilisées par une idéologie à vocation hégémonique, l'islam, pour poser sa chape de plomb sur le monde ».

SOS racisme répliquera « racistes ! », ils lui répondront « c'est la réalité ! ».

Voilà ce qui se passe, qu'il y ait ou non des mesures de la diversité. Voilà les conséquences d'un monde où l'on voudrait continuer à cacher cette diversité que certains ne sauraient voir.

Avec le testing, seule méthode trouvant grâce aux yeux des signataires *fiche pas mon pote*, il n'est pas possible d'apporter une connaissance approfondie et nuancée de la société française actuelle, de sa diversité, de ses vrais problèmes et de ses fantasmes.

Sans mesure de la diversité, ce serait un monde où les principaux intéressés, les immigrés, les Français d'origine immigrés, les musulmans, les noirs, bien qu'au centre des débats, ne seraient même pas interrogés ou consultés.

Ce serait un monde où seuls des porte-voix autoproclamés, religieux ou associatifs, pourraient parler au nom des « absents », sans pour autant que la nature de leur message soit claire : en quel nom parlent-ils ? Le leur ou celui du groupe ?

Ce serait un monde où les représentations de certains, parfois des figures reconnues tant institutionnellement que médiatiquement, tiendraient lieu de réalité parce qu'ils l'ont ainsi décidé.

Heureusement notre société fait, encore, la place aux enquêtes sociologiques. Le rôle des sciences sociales c'est bien d'aller au-delà des débats de surface. Le rôle des enquêtes, qu'elles soient quantitatives ou qualitatives, c'est de donner corps au vécu des individus, à leur ressenti, à leurs parcours, de comprendre les processus sociaux à l'œuvre au-delà de ce que les médias en donnent à voir.

Prenons l'exemple d'une variable qui semble particulièrement poser problème aux opposants à l'enquête « Trajectoires et Origines » (INSEE-INED), la variable religieuse. Il est sous-entendu que la religion serait une mesure de l'origine ethnique. La France dispose donc d'une « ethnie catholique », étudiée intensément depuis les années 50 sans que quiconque n'ait invoqué à leur propos l'article 1 de la Constitution et les « principes républicains »… La réaction est donc pour le moins bien tardive ! A moins que le sens soit autre. La religion musulmane devrait-elle faire l'objet d'un traitement différencié ? Au contraire, nous pensons qu'il y a tout à gagner à connaître les citoyens se réclamant de la religion musulmane au même titre que ceux de confession catholique.

Pour quelles raisons ? Parce que la variable religieuse est une variable pertinente, parmi d'autres, dans l'analyse des trajectoires des individus, et aussi donc des immigrés et de leurs enfants.

D'abord la religion (ou son absence) est un des critères déterminants dans la construction de l'individu et de ses identités. A ce titre elle pèse sur la structuration des systèmes de valeurs et des comportements politiques. N'oublions pas que l'un des ouvrages les plus cités en sociologie politique est le Classe, religion et comportement politique de Guy Michelat et Michel Simon, ouvrage qui démontre que le degré d'intégration au monde catholique dans les années 70 est fortement et significativement lié au vote de droite.

Ensuite dans un contexte particulièrement défavorable à l'une des religions de France, l'islam, il est raisonnable, pour ne pas dire nécessaire, de poser la question de la place de la religion dans l'explication des parcours individuels et des discriminations, au même titre que d'autres suspects usuels comme le niveau de diplôme, le genre, l'origine sociale ou l'ascendance.

Enfin, il y a l'impératif de la connaissance en soi et pour soi. Combien de musulmans en France ? Question simple dont les réponses vont de 3 millions à 10 millions, donc du simple au triple. Peut-on parler d'une réislamisation des banlieues françaises ? Beaucoup répondent oui, mais sur quels faits se fondent-ils ? Les mêmes s'en préoccupent partant du principe que la religion musulmane est insoluble dans le modèle républicain. On n'est pas loin d'un clash de civilisation dans les frontières de l'Hexagone et certains responsables politiques n'hésitent pas à enfourcher ce cheval de bataille.

Il paraîtrait incongru à tout un chacun de se contenter de lire la Bible pour se prononcer sur les catholiques en France. Pourtant, c'est avant tout à partir du contenu du Coran que les

musulmans en France sont appréciés. La religion musulmane devrait-elle faire l'objet d'un traitement différencié ?

Il faut à l'inverse interroger les musulmans eux-mêmes, leurs valeurs et leurs comportements pour répondre aux questions fondamentales que se pose la société française sur sa diversité religieuse. Voici une illustration de la pertinence d'une telle perspective à partir d'une enquête par sondage, l'enquête RAPFI réalisée en 2005 pour le CEVIPOF auprès d'un échantillon représentatif de Français dont la famille est originaire du Maghreb, d'Afrique ou de Turquie, et qui s'intéresse notamment au rapport à la religion et aux systèmes de valeurs de ces nouveaux Français.

Remarquons, pour rassurer SOS Racisme, que RAPFI est une enquête de même type que TeO : un sondage sur un échantillon représentatif dont les réponses sont anonymes et en aucun cas extorquées, donc rien à voir avec un « fichage ».

Premier résultat : parmi les nouveaux Français interrogés seuls 59% d'entre eux se déclarent musulman, soit une proportion proche de celle des catholiques dans l'électorat en général, et comptent dans leurs rangs 20% de « sans religion » (contre 28% dans l'électorat en général). Les musulmans ont un niveau de pratique collective similaire à celui des catholiques (20% se rendent à un office religieux au moins une fois par mois) et surtout l'essentiel des croyants sont des musulmans de pratique privée sans contact avec l'islam institutionnalisé. Notons en outre que le phénomène général de sécularisation s'opère également parmi les nouveaux Français. L'athéisme progresse en effet avec l'ancienneté de l'implantation en France puisqu'on compte 14% de sans religion parmi les immigrés naturalisés, 22% dans la première génération née en France et 39% dans la seconde génération.

Autre sujet, la relation de l'islam à la laïcité. Alors que cette problématique a défrayé la chronique à de multiples reprises, qu'en est-il ? Dans un échantillon représentatif de l'électorat français en général, les sans religion se disent à 51% « très positif » à l'égard de la laïcité, les catholiques ne sont plus que 30%. Les musulmans de l'enquête RAPFI sont 40% à se dire « très positif ». Et, seule une minorité de musulmans se déclarent très ou plutôt négatifs. Mais au-delà de l'adhésion de principe, on retrouve au niveau des pratiques cette adhésion à laïcité. Il en va ainsi du souhait de scolarisation pour les enfants des personnes interrogées. Pour 65% des musulmans l'école publique telle qu'elle est aujourd'hui les satisfait pleinement pour scolariser leurs enfants. Exit donc l'impression d'une communauté qui, en bloc, ne partage pas les valeurs communes du pays et privilégierait l'entre-soi communautaire. Si 18% des musulmans souhaiteraient cependant voir l'école publique faire de la place à l'enseignement religieux, être un(e) Français(e) musulman(e) n'induit pas une volonté de mettre ses enfants dans une école musulmane (4%). Incidemment, on peut être favorable in abstracto à la création d'école musulmane et dans le même temps in concreto ne pas être favorable à son utilisation par les siens.

L'antisémitisme et la misogynie sont également souvent évoqués à propos des musulmans. La sur-représentation de ces attitudes est avérée puisque 33% des nouveaux Français peuvent être qualifiés de conservateurs en matières de mœurs (contre 14% à l'échelle de l'électorat général) et autant d'antisémites (contre 18% dans l'électorat général). Mais, à l'inverse, la plus grande partie des musulmans n'a aucun de ces préjugés. L'intensité de l'implication religieuse joue incontestablement un rôle dans la formation et la persistance de ces attitudes : 70% des musulmans fréquentant régulièrement les lieux de prière sont conservateurs en matière de mœurs et 46% font preuve d'un fort préjugé antijuif. L'un des paradoxes est que ce

sont les musulmans pratiquants qui sont à la fois visibles et prolixes compte tenu du mode de désignation du Conseil Français du Culte Musulman... Cependant, d'autres facteurs que la religion sont également à l'œuvre. Toute chose étant égale par ailleurs, l'ancienneté de la présence en France et le niveau de diplôme, par exemple, diminuent en effet le niveau d'antisémitisme et de misogynie. Une telle démarche enrichit notre compréhension des phénomènes sociaux à la fois en évitant l'alternative délétère que constitue la négation de la fièvre ou sa surestimation, et en contrôlant rigoureusement l'impact de la variable religieuse. Par là même, cette perspective est susceptible d'aider à la décision publique si tant que les décideurs y accordent de l'intérêt…

En conclusion, dans quel monde veut-on vivre ? Celui où l'on quantifie les faits sociaux et, ou bien celui on les ignore ? Celui où l'on parle de panne du modèle d'intégration sans se poser la question de sa mesure ou celui où l'on essaye de comprendre les processus sociaux à l'œuvre, d'en cerner les problèmes, leurs causes et donc d'éclairer leurs solutions ?

Derrière le rejet des mesures de la diversité SOS racisme craint le communautarisme. On peut lui faire une double objection : premièrement les porte-paroles « communautaires » n'ont pas attendu qu'on mesure la diversité pour exister. Deuxièmement, invoquer que la mesure créera le communautarisme c'est se tromper de mécanisme : si aux Etats-Unis l'attachement des afro-américains à leur communauté est si fort, ce n'est pas parce qu'on mesure cette appartenance mais parce que la société américaine continue à discriminer .

Derrière le rejet des statistiques de la diversité Jean-François Amadieu craint que l'on crée artificiellement des groupes. Qu'apporte la variable religieuse ? Elle permet au contraire de casser les préjugés et le sens commun qui voient des groupes là où ils n'existent pas. Pour beaucoup il est évident que tous les maghrébins (qu'ils soient immigrés ou nés en France, qu'ils soient français ou étrangers) sont musulmans, et que tous les musulmans sont travaillés par l'islam radical. En posant simplement la question on découvre que ce n'est pas le cas, au contraire. La grande majorité des Français musulmans ne sont pas seulement musulmans ni même d'abord musulmans. Ces citoyens français sont aussi des musulmans. Bref, on réintroduit de la diversité dans la diversité.

Raison de plus pour qu'on ne se prive pas du thermomètre le plus fin possible pour mesurer les maux et les fièvres hexagonaux ainsi que pour en éclairer les logiques en toute rigueur.

Raison de plus pour qu'on multiplie les dimensions de mesure de ce thermomètre, c'est ainsi que l'on fait réapparaître l'individu et sa pluralité derrière les « routines de pensée » de notre société.

Publié par Mouvements, le 13 février 2008. http://www.mouvements.info/Enqueter-sur-la-religion-curiosite.html